

RDC/Politique

Sept mois après, le premier gouvernement de coalition Tshisekedi-Kabila enfin prêt

AFP
Kinshasa/RDC

DES mois de négociations pour une coalition pléthorique de 66 membres, le prochain gouvernement de la République démocratique du Congo a enfin été dévoilé lundi, sept mois après la première transition pacifique du pouvoir entre le chef de l'Etat Félix Tshisekedi et son prédécesseur Joseph Kabila. "Le président de la République, chef de l'Etat, a enfin signé l'ordonnance. Donc aujourd'hui, le gouvernement ayant été constitué, on se mettra bientôt au travail après avoir eu l'investiture de l'Assemblée nationale", a déclaré à la presse le Premier ministre Sylvestre Ilunga, après une dernière nuit d'attente au siège de la présidence. Le président Tshisekedi a pu s'envoler avec le sentiment du devoir accompli

vers Tokyo pour le sommet Afrique-Japon à Yokohama. L'Assemblée est réunie jusqu'au 7 septembre en session extraordinaire pour investir ce nouveau gouvernement de 66 membres (BIEN: 66), qui fait la part belle aux fidèles de son prédécesseur, M. Kabila. Les négociations ont duré sept mois entre les forces politiques du nouveau chef de l'Etat, investi le 24 janvier, et celles de Joseph Kabila, qui a gardé une vaste majorité au Parlement. Les discussions entre les deux camps ont "pris du temps", car il fallait "vider tout ce qui pouvait entraver le fonctionnement du gouvernement", a poursuivi M. Ilunga, lui-même un économiste membre du Front commun pour le Congo (FCC), la coalition de Joseph Kabila. Le gouvernement comprend cinq vice-Premier ministre, dont deux sont aussi issus du FCC de Jo-



Le Président Félix Tshisekedi a fini par valider, hier, la composition du gouvernement Ilunga.

seph Kabila: Célestin Tunda (Justice) et une femme, Elysée Munembwe (Plan). La Défense revient à Aimé Ngoy Mukena, qui est également un proche de l'ancien président de la République et les Finances reviennent à José Sele Yalaghuli, collaborateur de l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo. Parmi les autres "VPM" figure un proche du chef de l'Etat, Gilbert Kankonde,

issu du parti d'opposition d'UDPS, et qui reçoit le portefeuille de l'Intérieur. Un cadeau empoisonné en cas d'interdiction ou de répression des futures manifestations en RDC, où l'élection de M. Tshisekedi est toujours contestée par l'opposition radicale autour de Martin Fayulu. - Une femme à la tête de la diplomatie - Le gouvernement comprend "83% d'hommes

et 17% de femmes. Ce pourcentage est encore faible, mais il faut le pondérer par l'importance des portefeuilles qui ont été attribués aux femmes", a détaillé le Premier ministre. "Ainsi nous avons une dame vice-Premier ministre, ministre du Plan et une dame ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères", a-t-il précisé. Une femme, Marie Tumba Nzeza, qui est membre de l'UDPS de Félix Tshisekedi, a été désignée cheffe de la diplomatie congolaise. Deux autres femmes sont ministre d'Etat: Béatrice Lomeya (Genre) et Nene Nkulu (Emploi). La liste gouvernementale surprend parfois même les fins connaisseurs de la vie politique et pour cause: "Ceux qui n'ont jamais été ministres représentent 76,97% de l'équipe", se félicite le Premier ministre, pour qui il s'agit de "la plus grande innovation".

Deux ministres ont déjà des dossiers chauds sur la table: à la Santé, le docteur Eteni Longondo, membre de l'UDPS de Félix Tshisekedi, doit gérer avec le chef de l'Etat l'épidémie d'Ebola qui a fait près de 2.000 morts en un an dans l'Est. Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres est attendu sur place samedi prochain. A l'Enseignement primaire, Willy Bakonga, issu du PPRD de M. Kabila, doit mettre en oeuvre la mesure répétée par son prédécesseur samedi: la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques dès la rentrée du 2 septembre. Coût de la mesure: 2,6 milliards de dollars, près de la moitié de l'actuel budget de l'Etat. Les 26 provinces de la RDC "ont toutes été servies" au sein du gouvernement, a détaillé le Premier ministre, qui a aussi nommé une ministre déléguée aux personnes handicapées.

Burkina/Procès du putsch

Le jugement attendu le 2 septembre prochain

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

LE verdict du procès du putsch manqué de 2015 au Burkina Faso pour lequel comparaissent depuis 18 mois 84 accusés, dont deux généraux, sera prononcé le 2 septembre prochain, a annoncé lundi le tribunal militaire de Ouagadougou. "Le jugement sera rendu le 2 septembre", a déclaré le président du tribunal Seydou Ouédraogo, lors de l'audience consacrée aux questions qui seront soumises aux membres du

tribunal lors de la délibération. Le président a procédé à la lecture des questions qui consistent à savoir si le général Gilbert Diendéré, un des cerveaux présumés du coup d'Etat, l'adjutant Jean Florent Nion et leurs co-accusés sont coupables pour chacun de "cas d'attentat à la sûreté de l'Etat, responsables des morts lors du putsch, de coups et blessures volontaires, de destruction de biens et de dégradation aggravée de bien, de trahison". Il s'agira aussi de déterminer s'ils ont "entretenu des rapports avec des puissances étrangères ou sont



Les prévenus seront fixés sur leur sort lundi prochain

complices". C'est sur la base de ces questions que les juges militaires et assessesurs

devront dire si tel accusé est coupable - ou non - des faits qui lui sont reprochés et s'il y a des circonstances

atténuantes ou aggravantes. Critiquant la liste des questions, Me Dieudonné Bonkougou, l'un des avocats du général Diendéré, a souhaité la suppression du nom de son client, estimant que cette mention tend à incriminer d'avance certains prévenus. La précision de ces noms se justifie par la coaction des accusés dans ce dossier, a affirmé le parquet, plaidant le maintien en l'état. Le parquet a requis la prison à vie contre les généraux Diendéré et Djibril Bassolé, accusés d'être les cerveaux du putsch du 16

septembre 2015, qui avait fait 14 morts et 270 blessés. Des accusations qu'ils ont rejetées, plaidant leur acquittement. Lors des réquisitoires, des peines allant de 5 à 25 ans avaient également été requises contre plusieurs autres accusés dont le sous-officier Moussa Nébié, dit Rambo, qui avait mené le commando. Le 16 septembre 2015, des soldats du régiment de sécurité présidentielle, l'ancienne garde prétorienne de Blaise Compaoré, avaient tenté en vain de renverser le gouvernement de transition mis en place après sa chute.

Asie du Sud-Est

Manoeuvres navales inédites USA/Asie du sud-est en septembre

AFP
Bangkok/Thaïlande

LES Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient organiser en septembre avec 10 pays d'Asie du sud-est des manoeuvres navales communes inédites, dans un contexte de lutte d'influence croissante dans la région entre Américains et Chinois. L'US Navy est traditionnellement la force navale dominante dans la région. Le renforcement de la présence américaine dans cette zone intervient au

moment où la guerre commerciale entre Washington et Pékin connaît une nouvelle escalade. Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a participé courant août à un sommet régional avec les 10 pays membres de l'Association des nations d'Asie du sud-est (Asean), afin de promouvoir la stratégie "indo-pacifique" du président Donald Trump -- destinée notamment à défier la Chine. Washington et Pékin, engagés dans une guerre commerciale depuis 2018, sont à couteaux tirés sur la



Les dirigeants du Sud Est asiatique avec le secrétaire d'Etat américain

mer de Chine méridionale, dont le géant asiatique revendique la quasi-totalité des îles et récifs au nom de

raisons historiques. Le géant asiatique appuie ses prétentions de souveraineté sur cette zone maritime vitale pour le commerce mondial en renforçant artificiellement des îlots qu'elle contrôle et en y installant des armements. Les Etats-Unis jugent que ces actions menacent la sécurité dans la région. L'US Navy conduit ainsi régulièrement des opérations baptisées "liberté de navigation" pour tenir tête à Pékin. Mais malgré les différends de souveraineté avec quatre membres de l'Asean

(Malaisie, Vietnam, Philippines, Brunei), la Chine a organisé l'an passé des exercices navals conjoints avec l'organisation régionale asiatique. Les marines américaine et celles des pays de l'Asean organiseront leurs propres manoeuvres le 2 septembre, a indiqué vendredi soir l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok. Les exercices seront lancés d'une base navale de l'est de la Thaïlande et se dérouleront principalement au large des côtes sud du Vietnam, selon la même source.